

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire ou postal  
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

16 ANNEE - N° 295

LE NUMERO : 2 FF

20 FB - 1 FS

8 au 21 sept. 1979

ALORS QUE LES DIRECTIONS SYNDICALES PARLENT FORT MAIS ACCEPTENT L'AUSTERITE

## Retrouver le chemin de la lutte de classe

Inquiétude, protestations, reproches... même dans la presse bourgeoise, un véritable chœur de lamentations a accueilli le bilan officiel du plan Barre, dont les travailleurs connaissent déjà les effets réels. Lamentations plus ou moins sincères... Evidemment, si l'on considère, comme les diverses variétés de réformistes, que l'on peut A LA FOIS augmenter les salaires et les profits, améliorer la santé du capital ET celle des salariés, restructurer ET assurer le plein emploi, être à la fois compétitif ET « social », surtout en période de crise, si l'on s'imagine qu'il suffit pour cela d'une meilleure gestion et de bonnes

options gouvernementales, le plan Barre est à coup sûr un fiasco désolant. Inflation accélérée (32 % depuis trois ans) ; « légère baisse » du pouvoir d'achat d'après les chiffres officiels, dès avant la nouvelle ponction sur les salaires pour la Sécurité sociale ; plus de 1.400.000 demandeurs d'emplois malgré tous les truquages à l'enregistrement des chômeurs ; augmentation des loyers libérés de 20 à 90 % (et l'on sait que ce poste était déjà ridiculement sous-estimé dans les chiffres qui servent à établir le SMIC)...

Si l'on admet en revanche, comme les faits l'imposent, que le capital, menacé par la baisse du taux de profit, talonné dans chaque pays, et surtout dans les capitalismes anciens par la concurrence internationale, n'a d'autre choix que la fuite en avant dans la guerre, non seulement la guerre économique contre les capitalismes — cf. les harangues des Ceyrac et des Debré — mais surtout la guerre du capital contre l'ensemble de la classe ouvrière, alors il faut reconnaître dans le plan Barre et ses effets un succès global pour le capital français (même si sa situation par rapport aux autres Etats capitalistes n'est pas malgré tout des plus satisfaisantes). Pendant ces trois ans, il a porté des coups de plus en plus durs sans que la classe ouvrière, malgré de dures batailles partielles, soit en état de riposter, et surtout de briser le sabotage de sa lutte par ceux-là mêmes qui prétendent la diriger.

Car au moment où, après avoir touché

d'abord les couches les plus démunies (immigrés, jeunes et femmes, en majorité parmi les chômeurs), puis quelques secteurs industriels atteints par les restructurations, l'attaque bourgeoise se fait désormais générale, dessine nettement les fronts de classe et creuse le fossé entre les deux camps, qu'entend-on du côté des états-majors syndicaux ? L'éloge de la décentralisation, du morcellement, du « cas particulier », la critique de la généralisation des actions présentée comme source de tous les maux ! Ainsi, le premier souci du secrétaire de la FEN interviewé dans *Le Monde* du 30 août 1979, c'est de « ne pas tomber dans la provocation que représentent les mesures gouvernementales [...] en remplaçant les nécessaires actions en profondeur par une agitation spectaculaire ». « Les actions décentralisées, à travers des rassemblements et des débats [« actions » incisives, on le voit !] seront les plus utiles en favorisant une prise de conscience lente mais sûre dans

### DANS CE NUMERO

- Irlande, Kurdistan, etc. : La classe ouvrière et les nationalités opprimées.
- La Chine, future superpuissance capitaliste (Rapport à la Réunion générale du Parti).
- La triste trajectoire du sandinisme.

les couches populaires des valeurs profondes de la société socialiste que nous souhaitons », a-t-il ajouté. Pour la CFDT, qui vantait après son dernier congrès l'action « au ras des pâquerettes », Edmond Maire célèbre aujourd'hui « l'ex-

(suite page 2)

Immigration

## Démagogie et sabotage de l'opportunisme

La « trêve des vacances », dont la bourgeoisie et l'opportunisme, en bonne collaboration, ont fait une tradition, aura permis à l'Etat bourgeois d'accroître sa répression contre les prolétaires immigrés : multiplication des contrôles, des intimidations, des foulements et surtout des attaques contre les foyers en grève (plus de 1.500 expulsions à ce jour).

Cette répression est d'autant plus brutale que les travailleurs immigrés sont plus isolés, malgré le tapage que font les partis de « gauche » et les directions syndicales depuis le printemps, pour faire croire qu'ils luttent contre les lois Bonnet-Stoléru. Le report du vote de ces lois à l'automne n'a nullement empêché l'Etat de les appliquer dans les faits quotidiennement, et il a aussi permis d'empêcher des réactions de colère chez les travailleurs. Surtout la bourgeoisie, au-delà des questions de procédure, voulait se donner le temps de briser toute possibilité de riposte et d'organisation, et en particulier celle de la grève des foyers et du Comité de Coordination.

Dans cette sale besogne, l'Etat bourgeois a été bien secondé, comme d'habitude, par ses larbins dans les rangs ouvriers, PC-PS et les directions syndicales à leur botte, CGT et CFDT.

Depuis le début de l'été, et alors que la répression bat son plein, ils ont allié la démagogie la plus puante à la trahison ouverte. Le PCF et la CGT se sont fait une spécialité du sabotage ouvert, et de la complicité directe avec les Amicales des pays d'origine. Ils n'ont plus grand chose à perdre aux yeux des travailleurs immigrés en lutte, qui les considèrent à juste titre comme des ennemis, et ils arrivent en général derrière les flics pour négocier avec les sociétés gestionnaires ou l'Etat de « bonnes conditions » pour

(suite page 4)

### programme communiste

N° 80

AU SOMMAIRE

- L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste.
- Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale.
- Moyen-Orient.
  - Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires.
  - La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient.
- Les revendications « transitoires » dans la tactique communiste.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : La guerre révolutionnaire prolétarienne — Le roman de la guerre sainte — Etat prolétarien et guerre.

Irlande, Kurdistan, etc.

## La classe ouvrière et les nationalités opprimées

Deux événements viennent d'attirer sur eux en même temps les feux de l'actualité : d'un côté, les attentats de l'IRA marquant le 10<sup>e</sup> anniversaire du début de l'actuelle vague de révolte irlandaise contre l'oppression séculaire de l'Etat anglais ; de l'autre, l'attaque sauvage lancée par l'armée iranienne et les soi-disant

Le premier témoigne du fait que dans l'Europe « hyper-civilisée », qui a achevé sa constitution en grands Etats nationaux voici maintenant plus d'un siècle, la plaie de la question nationale irlandaise reste bien ouverte avec l'Ulster, cette micro-colonie au cœur même de l'Europe impérialiste.

Pour le militant communiste, qui regarde l'histoire comme elle est, et non comme il souhaiterait qu'elle fût, il est indéniable que cette question suscite encore aujourd'hui un mouvement réellement populaire de révolte, entraînant la masse des prolétaires de la région contre un des plus vieux Etats bourgeois, tant est forte l'oppression de type national et religieux provenant des discriminations qui frappent dans le travail (salaire et emploi) et dans toute la vie sociale la minorité catholique, en proie de surcroît aux intimidations et aux véritables pogroms perpétrés par les milices protestantes armées, et aux exactions des troupes mercenaires coloniales britanniques. Il s'agit donc d'un facteur historique subversif, que le mouvement communiste doit prendre en compte et envers lequel il ne peut pas ne pas éveiller la sympathie du prolétariat, quelle que soit par ailleurs la direction politique, dont nous savons bien qu'elle n'est ni marxiste, ni prolétarienne, mais que les conditions historiques imposent à ce mouvement de révolte.

Pour le militant communiste, qui mesure les difficultés réelles de la lutte prolétarienne et qui combat pour réaliser cette union des rangs ouvriers qui est une arme indispensable à l'émancipation de sa classe, il est également indéniable que l'indifférence et le mépris traditionnel dans lesquels le mouvement ouvrier anglais officiel tient la lutte des masses irlandaises colonisées reste un des obstacles majeurs, comme le montrait déjà Marx au siècle dernier, à la lutte révolutionnaire en Angleterre même. Au XX<sup>e</sup> siècle, cette attitude envers les masses en révolte dans les pays dominés s'est communiquée à d'autres pays par la faute de la social-démocratie d'abord, du stalinisme ensuite, ce qui n'est nullement une consolation pour les prolétaires irlandais.

La solution que donnait Marx à cette question, en se plaçant du point de vue de la lutte prolétarienne, était la revendication de la séparation de l'Irlande « dût-on, après la séparation, aboutir à la fédération ». Et même à supposer que l'indépendance de l'Ulster (mais que peut signifier d'autre dans les faits le retrait des troupes anglaises ?) et même a fortiori la réunification de l'île soit impossible avant la révolution communiste en Angleterre, peut-on penser parvenir à combler le fossé que des siècles d'oppression ont creusé entre les prolétaires anglais et

« gardiens de la révolution » contre la minorité kurde en ébullition, une minorité démembrée, qui subit une persécution sans nom et des massacres répétés dans les Etats qui se la partagent, en particulier la Turquie, l'Irak et l'Iran. Ces deux événements concernent au plus haut point le prolétariat.

irlandais si on ne laisse pas les ouvriers de l'Ulster s'unir de la façon la plus immédiate avec leurs frères du Sud ?

Surtout, qu'on ne vienne pas dire que cette question se réglera d'elle-même lorsque nous aurons réalisé la dictature du prolétariat. La fusion des nationalités ne sera réalisée que comme conséquence de l'unification complète de la société par le communisme. En attendant, le problème qui se pose est politique : c'est le problème de la lutte résolue contre toute oppression de type national, qui exige donc des remèdes politiques, lesquels passent par le respect du fameux « droit à l'autodétermination ».

Le deuxième événement tragique confirme bien, lui, que si dans l'Europe occidentale la solution du problème national a laissé traîner des problèmes relativement marginaux comme l'Irlande (ou la question basque, qui n'a pas tout à fait le même contenu), les révolutions bourgeoises du XX<sup>e</sup> siècle, sous la pression de l'impérialisme et du fait de la faiblesse et de la couardise des bourgeoisies nées dans l'ambiance impérialiste, ont laissé largement ouvert le problème des nationalités, en héritant le plus souvent des traditions d'oppression des Etats anciens. Que l'on prenne en ce moment les conflits du

(suite page 2)

# Retrouver le chemin de la lutte de classe

(suite de la page 1)

traordinaire complexité du réel », qui impose de « bâtir l'action syndicale au plus près de chaque travailleur » (Syndicalisme du 23-8-79). Plus on plie l'échine dans les faits, plus la phrase devient grandiloquente ! La CGT pendant ce temps joue du vieux scénario de la « division syndicale » en se livrant à des campagnes publicitaires tout aussi stériles quant à l'unification réelle des travailleurs...

La pratique réelle des directions politiques et syndicales réformistes, qui consiste à isoler et étouffer tout foyer de lutte non contenu dans les limites de l'intérêt national et du sens des responsabilités, trouve avec ces formules son expression théorique. Le souci dominant de ces locaux opposants de sa Majesté est en effet d'éviter la concentration des matières inflammables que préparent d'elles-mêmes les contradictions du capital. A plus forte raison redoutent-ils toute tentative de noyau de travailleurs combattifs pour se rejoindre, s'épauler, et entreprendre d'eux-mêmes le travail d'unification et de préparation concrète à la lutte que les directions syndicales s'emploient activement à saboter. En même temps que la répression bourgeoise, ces travailleurs trouvent devant eux une véritable police syndicale : manœuvres de toute espèce pour contraindre les grévistes de foyers Sonacotra à négocier séparément (c'est-à-dire en fait, à plier) alors qu'il saute aux yeux que la situation est la même partout ; blocage et stérilisation des contacts entre ces travailleurs et les sections syndicales combattives qui voudraient leur apporter autre chose qu'un soutien moral ; nettoyage, sous divers pré-

textes des sections CFDT qui, comme celle d'USINOR-Dunkerque, se montraient trop portées à marcher droit vers leurs frères de classe au lieu de suivre toutes les figures subtiles du ballet syndical ; offensive dans les PTT contre les travailleurs de Créteil et d'autres centres de tri combattifs (ceux-là même dont on montait naguère les luttes en épingle, pour redorer le blason des fédérations !), aujourd'hui dénoncés comme coupables d'avoir cherché à sortir du ghetto de chaque centre isolé autrement qu'en de vaines journées d'action-exutoires.

Mais, oh miracle, s'il s'agit de tapis verts et de calendrier de négociations, la phobie de la « globalisation des problèmes » disparaît tout d'un coup... C'est encore le secrétaire de la FEN qui donne à la bourgeoisie cet avis charitable : si le gouvernement retirait toute crédibilité aux négociations, il « toucherait à un facteur non négligeable de stabilité sociale ». La CFDT a mené, depuis un an et demi surtout, une véritable campagne publicitaire en faveur des négociations, présentant comme des victoires les accords qui suppriment les 90 % pour licenciement économique, ou l'accord-entente dans la sidérurgie. On ne sera donc pas étonné qu'ainsi que la bourgeoisie annonce qu'on peut utilement remplacer les concessions réelles par de longs entretiens (lettre de Barre aux organisations syndicales : « La rigueur dans la gestion économique du pays [...] doit s'accompagner de la marche vers une société ouverte au dialogue » !), la CFDT l'adjure de s'y mettre au plus tôt et de créer de concert un « tissu de négociations » (réponse d'E. Maire le 31 août). Et si la CGT fait aujourd'hui la fine bou-

che en apparence, Séguy avait pris les devants dès le 9 août en s'offrant à la radio pour négocier à toute heure du jour et de la nuit ! Les observateurs bourgeois ne se gênent pas pour dire, eux, que la négociation, quels qu'en soient les résultats, a au moins un avantage pour le patronat (outre les illusions générales qu'elle propage) : *gagner du temps*, un temps précieux et pour sa trésorerie, et pour le maintien de la paix sociale, et lui permettre de choisir le moment le plus favorable pour lui, si l'épreuve de force devient inévitable... Ce qui est vrai à l'échelle des négociations d'entreprise ou de branche l'est à plus forte raison lorsqu'on peut différer à coups de rendez-vous et de calendriers les risques plus généraux d'explosion sociale... Mais comme la situation reste objectivement préocupante, on prépare tout de même du côté bourgeois comme du côté des directions de rechange réformistes l'arsenal des pare-feu supplémentaires, des prétendues alternatives politiques : changement de gouvernement dans la majorité, ou, pour les cas plus graves, réanimation du fantôme de l'union de la Gauche. Même les « basistes » farouches du PCF laissent entendre qu'ils pourraient rencontrer au sommet les compères socialistes partisans d'une « gauche de salut public », si l'intérêt de la nation l'exigeait.

L'éventualité de cette résurrection peut bien faire battre le cœur des suivistes de l'« extrême » gauche, qui ne voient de salut pour le mouvement ouvrier qu'acroché aux basques du social-chauvinisme. Sans même évoquer les multiples leçons de l'histoire, la profondeur des contradictions capitalistes telles qu'elles se révèlent de nouveau ouvertement dé-

noncé d'elle-même ces replâtrages illusoire, ces promesses d'une meilleure gestion ou d'un « équilibre des sacrifices » dans le cadre capitaliste.

Les bénéfices du réalisme et de la modération syndicales, les travailleurs peuvent aujourd'hui les toucher du doigt : en prétendant leur faire faire l'économie de la lutte, on les a laissés divisés et affaiblis face à la bourgeoisie. Celle-ci se félicite ouvertement de voir les mouvements freinés par la crainte du chômage et se donne, avec les projets de lois Stolérubonnet, des armes nouvelles de division et d'affaiblissement de toute la classe ouvrière. Elle indique ainsi la voie au prolétariat : non les « débats » locaux et les problèmes particuliers, mais la lutte unie de tous contre les discriminations et contre l'exploitation commune. Non pas le chacun chez soi, mais le retour à une vie de classe active, la reprise des liens entre travailleurs en lutte, de toutes les manifestations de solidarité que les travailleurs ont su retrouver spontanément à Longwy ou à Denain malgré les mises en garde opportunistes. Mais ce n'est là encore qu'un premier pas sur une route que le prolétariat doit parcourir complètement. Cette route doit mener à la reconstitution d'organisations de classe capables d'assurer non seulement des contacts, mais la centralisation et la direction matérielles de luttes plus amples ; elle doit mener à la reconstitution non d'un « tissu de négociations », mais d'un tissu de lutte qui redonne au prolétariat sa physionomie de classe autonome, capable d'engager contre la classe bourgeoise dans son ensemble une lutte globale et centralisée.

## La triste trajectoire du sandinisme

La « révolution sandiniste » a finalement triomphé ! Somoza a quitté le pouvoir, qui a été assumé par un gouvernement de reconstruction nationale auquel le FSLN participe en force, occupant des postes clés et dominant ses alliés bourgeois. Cette prédominance, qui fait exulter l'imbécillité gauchiste, n'est en fait, paradoxalement, que le couronnement de la honteuse soumission du FSLN à l'ultra-contre-révolutionnaire opposition bourgeoise. Avant de voir dans un prochain article comment l'offensive sandiniste finale confirme nettement cette soumission, nous allons montrer comment celle-ci a été préparée de longue date, sur le terrain programmatique, par des reniements honteux et une tendance irrésistible au réformisme le plus plat.

### Du romantisme guérillériste au réformisme bourgeois

Cette tendance saute aux yeux dès lors qu'on compare les théorisations guérilléristes idéalisées sur les hauteurs de la montagne tropicale avant que la crise sociale n'explode, avec les positions que le sandinisme prend peu à peu après l'explosion. Il est clair que par leur contenu petit-bourgeois exprimé dans les principes démocratiques, dans l'interclassisme, dans le nationalisme qui ressort clairement au travers de la proclamation du caractère continental de la lutte révolutionnaire, les premières positions contenaient déjà le germe des glissements futurs. Malgré tout, à cette époque-là, c'est le côté révolutionnaire qui prédomine sur le côté conciliateur. Voyons donc comment ce glissement vers le réformisme bourgeois le plus vulgaire se concrétise sur le terrain programmatique.

Le programme du FSLN de 1969 (1) définissait ainsi l'objectif de l'organisation : « Le FSLN est une organisation politico-militaire dont l'objectif est la prise du pouvoir politique au moyen de la destruction de l'appareil bureaucratique et militaire de la dictature grâce à l'établissement d'un gouvernement révolutionnaire fondé sur l'alliance ouvriers-paysans et le concours de toutes les forces anti-impérialistes du pays ».

Mais survient la crise économique et sociale, et avec elle l'irruption des masses ouvrières et paysannes que les sandinistes définissaient comme base du gouvernement révolutionnaire, et qui leur imposent de

passer du verbe révolutionnaire à l'action révolutionnaire. Confronté à la réalité, le rêve guérillériste, anti-impérialiste, se défait, et le sandinisme finit par... changer son verbe. C'est ainsi qu'en 1977, quand commence une nouvelle et puissante vague sociale et que le FSLN ouvre, comme il a l'habitude de le dire, « une nouvelle période » dans son activité à travers sa tendance « tercerista » (2), on ne parle plus de la lutte pour le pouvoir s'appuyant sur la classe ouvrière et la paysannerie. Bien au contraire, le développement des actions guérilléristes se fait alors sous le signe de l'alliance avec l'opposition bourgeoise.

En effet, la nouvelle phase d'offensive, lancée par les terceristas, commence le 12-10-77. C'est de ces mêmes jours que date la parution de la « Déclaration des 12 ». La définition donnée par Lucha Sandinista (avril 1978) suffit pour caractériser ses auteurs : ce groupe est « formé par des membres des professions libérales, des intellectuels, des chefs d'entreprises et des religieux », en somme la fine fleur de la bourgeoisie. Le « groupe des 12 » sera le canal par lequel le sandinisme établira ses liens avec la grande bourgeoisie. Ce lien est accompagné d'abandons programmatiques toujours plus marqués et plus honteux.

C'est ainsi que la lutte anti-impérialiste et anti-oligarchique fondée sur l'alliance ouvriers-paysans d'hier est laissée de côté et remplacée par la lutte anti-Somoza, qui n'est plus désormais fondée sur des classes bien définies mais sur l'alliance avec tous les « antisomozistes ». C'est la position que prennent les terceristas à partir de leur réponse immédiate à la « déclaration des 12 » : « Nous acceptons l'appel pour participer à une solution nationale comme le fait le document des douze compatriotes, mais nous devons signaler qu'on ne peut donner aucune solution au Nicaragua avant la disparition de Somoza et du somozisme [...]. Que Somoza s'en aille, qu'aucun Somoza ne reste dans les rangs de l'armée et du gouvernement. Que l'on démantèle le funeste appareil de corruption et de crises que représente la dictature et alors le FSLN sera disposé à participer à la recherche d'une solution nationale avec tous les autres secteurs honnêtes, patriotiques et antisomozistes du pays [...]. Notre objectif immédiat est d'obtenir que le Nicaragua se libère de la dictature somoziste et que le pays entre dans un véritable processus démocratique » (cite dans Che Guevara, n° 3, organe de la Junta de Coordinación Revolucionaria).

(suite page 4)

(1) Documents du FSLN, publiés en janvier 1973 par le Centre d'Information Tiers Monde, Louvain, Belgique.

(2) Son nom vient du fait qu'elle a été la troisième tendance à se former dans le FSLN. C'est elle qui a tout l'appui de l'Internationale Socialiste.

## La classe ouvrière et les nationalités opprimées

(suite de la page 1)

Cambodge, de l'Erythrée, du Sahara ou la question kurde : on a là toute une aire géographique où l'oppression nationale, loin de coïncider avec l'oppression capitaliste-impérialiste moderne, interfère avec elle et la renforce.

L'Iran est dans ce domaine un exemple particulièrement éloquent : sur 35 millions d'habitants, près de 12 millions originaires de l'Azerbaïdjan sont turcs, turcs azaris et même arméniens, plus de 5 millions sont kurdes originaires de l'Ouest, les groupes turkmène (Nord-Est), arabe (région pétrolière), baloutche (Est), représentent chacun plus d'un million d'habitants, et ils subissent des discriminations plus ou moins fortes par rapport aux perses qui ne représentent, somme toute, que la plus grande minorité de l'Iran (autour de 40 % de la population), l'ancien régime ne reconnaissant pas officiellement les nationalités. L'oppression de type national est encore renforcée aujourd'hui par l'oppression religieuse, puisque les minorités, notamment kurde et arabe, sont de religion sunnite et non chiite.

On ne peut pas ne pas voir dans l'hystérie avec laquelle la soi-disant « révolution islamique » s'acharne sur la minorité kurde (mais aussi arabe ou turkmène) la confirmation du fait que le nouveau régime a parfaitement hérité de la tradition d'oppression perse, et que l'appel au chauvinisme perse est une bonne manière de diviser les rangs prolétariens et de faire passer en douceur les mesures préparant une attaque en règle contre la classe ouvrière.

Ceci démontre le mensonge de tous les courants (de Bakhtiar au démocrate guérillériste) qui parlent d'autodétermination, de liberté de langue, de culture et de religion dans le cadre de l'Etat actuel. En effet, la tradition d'oppression est tellement incrustée dans la machine militaire, policière et administrative de l'Etat, qu'il est impossible de parvenir à une entente réelle, fraternelle, et à la libre union des nationalités de la région, sinon par la destruction des Etats en place, ce qui donne en héritage au prolétariat cette difficile question des nationalités.

Il semble d'autant plus impossible de réaliser l'union des rangs prolétariens, dont les couches les plus exploitées appartiennent aux minorités opprimées, et sans laquelle l'histoire ne peut plus avancer, sans une propagande énergique pour le droit à la séparation des minorités opprimées parmi les prolétaires perses. Une telle position ne souffre du point de vue de la dialectique que d'une seule faiblesse : elle découle du fait que le prolétariat ne fonde ses rangs par la force.

Une autre question est de savoir si, du point de vue des intérêts du prolétariat international, la séparation du Kurdistan par exemple sous forme d'un Kurdistan iranien, ou la constitution d'un Etat pankurde (ou l'indépendance du Cambodge, de l'Erythrée, du Sahara occidental ou de l'Irlande), sont souhaitables : la résolution de ce problème

et l'agitation de la revendication de la séparation parmi les prolétaires de la nationalité opprimée est une question d'évaluation historique et non une obligation générale.

Comme l'affirmait le parti bolchevik en 1913 : « La question du droit des nations à la libre disposition (c'est-à-dire la garantie offerte par la constitution de l'Etat pour un mode de règlement tout à fait libre et démocratique de la question de la séparation) ne doit pas être confondue avec la question de savoir s'il est opportun pour telle ou telle nation de se séparer. Cette question doit être résolue par le parti social-démocrate [aujourd'hui le parti communiste] dans chaque cas particulier d'une manière totalement autonome, du point de vue des intérêts du développement social tout entier et des intérêts de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme » (Lénine, Œuvres, t. XIX, pp. 461-462).

Il ne nous est pas encore possible de donner une appréciation suffisamment étayée du mouvement social, kurde notamment, et de ses rapports avec le mouvement prolétarien de la région, pour fonder une indication tactique générale. Néanmoins, deux choses sont sûres.

Premièrement, quelle que soit la forme prise par la revendication nationale (depuis la lutte contre certaines discriminations particulières jusqu'à la revendication de la séparation), la propagande du parti prolétarien parmi les prolétaires des minorités opprimées doit s'accompagner de la mise en évidence de l'antagonisme existant entre le prolétariat et la bourgeoisie, et de la dénonciation la plus résolue du nationalisme bourgeois (et en particulier des théories bourgeoises du « développement de la culture nationale »). Cette propagande suppose que les sections du parti mettent au centre de leur agitation, non la revendication nationale, mais bien l'union avec le prolétariat des autres nationalités de l'Etat dans la lutte commune pour la destruction de l'Etat oppresseur. Cette attitude est aussi impérative pour les communistes au Kurdistan ou en Erythrée qu'en Irlande.

Deuxièmement, ce n'est pas d'une Irlande, mais de cinq, dix ou vingt Irlandes que le prolétariat est en train d'hériter dans l'aire afro-asiatique, et en particulier au Moyen-Orient, du fait de l'incapacité des classes bourgeoises à réaliser leurs propres tâches, et de l'impossibilité où la contre-révolution stalinienne a mis le prolétariat à pousser consciemment à leur solution radicale

le parti communiste de l'Etat en question

maximum de clarté théorique et de précision tactique si nous ne voulons pas demain retarder encore la résolution de cette épineuse question des nationalités que nous allons rencontrer dans cette vaste aire géographique non seulement sur le chemin de la révolution, mais encore après la conquête du pouvoir, tout comme les bolchéviks en 1917 en Russie.

**Lisez et soutenez  
la presse du Parti !  
Abonnez-vous !**

# La Chine, future superpuissance capitaliste

(Rapport à la Réunion Générale du Parti)

Le premier rapport présenté à la Réunion générale du Parti de juin 1979 a porté sur le développement économique et social de la Chine après 1949. Son but était de montrer les bases matérielles des crises politiques et des tournants économiques auxquels le pays est soumis de façon cyclique. Cette étude a été faite en laissant de côté les questions politiques liées à cette question, qui ont déjà été traitées par le Parti à plusieurs reprises.

\*

Avec ses 9,6 millions de km<sup>2</sup>, la Chine a une superficie inférieure à la moitié de celle de la Russie pour une population 4 fois plus élevée (la population chinoise atteint ou dépasse même le milliard, la Russie compte 250 millions d'habitants). La superficie de terre agricole utilisable est nettement inférieure à la superficie totale, ce qui explique la forte concentration de paysans (80 % de la population totale) dans les régions agricoles, sur des lopins de terre de petites dimensions qui fournissent à peine de quoi subsister (autrefois la terre ne fournissait pas même ce minimum, puisqu'il fallait que le paysan cède une partie du produit au propriétaire foncier).

La base d'un développement industriel du pays repose sur la richesse en matières premières (pétrole, fer, charbon, antimoine, tungstène, zinc), mais le fait que l'industrie légère ne soit implantée que le long des côtes qui ont subi la pénétration de l'impérialisme, ainsi que les difficultés des transports, ont rendu jusqu'à présent impossible l'exploitation de toutes ces ressources.

C'est l'agriculture qui doit, grâce à un développement rapide, fournir le surplus nécessaire pour constituer la base commerciale de l'expansion industrielle, l'intervention de l'Etat accélérant un processus qui ailleurs a exigé des siècles.

Ce problème caractéristique avait déjà été abordé par Sun Yat-sen. Pour celui-ci, il était clair que la « modernisation » de la Chine n'était possible qu'en détruisant les propriétaires fonciers, auxquels les paysans devaient donner le peu qui leur restait une fois la subsistance assurée, en s'endettant tellement qu'ils ne pouvaient procéder à aucune amélioration de l'outillage agricole.

Le programme de la révolution bourgeoise était donc déjà bien fixé : *nationalisme*, c'est-à-dire libération du contrôle de l'impérialisme ; *démocratie*, c'est-à-dire constitution de la

## Le nœud de l'agriculture

En 1949, les propriétaires fonciers sont donc entièrement dépossédés de la terre. Mais le problème de la productivité ne peut être réglé par cette simple mesure, car la disproportion entre la terre et la population est toujours énorme. Et le problème n'a fait que s'aggraver à la suite de douze années de guerre.

C'est dans ce contexte que le radicalisme de Mao (jusqu'à la « bande des quatre ») trouve une base réelle. Comme on exclut — pour des raisons liées aux possibilités réelles — la voie d'une industrialisation rapide de la terre, il ne reste plus comme possibilité que la mobilisation des masses pour augmenter la production, l'Etat recevant la rente foncière et pouvant ainsi procéder à l'industrialisation générale. Dans cette situation où il s'agit de donner la base de l'accumulation primitive sans machines, sans grande tradition administrative, l'idéologie de Mao impose le sens des sacrifices, l'éloge de l'austérité, du travail forcené, de la collaboration entre tous les membres de la société, tandis que ce qui apparaît comme l'ennemi à détruire c'est la vieille tendance à l'immobilisme patriarcal, la vie du village, tous les obstacles à la mobilisation en masse de la seule force productive disponible, la force humaine.

Une fois atteint un certain stade, cette politique se heurte à ses propres contradictions : pour augmenter la production il faut augmenter la productivité, l'utilisation plus productive de la force de travail exige des « stimulants », l'égalitarisme origininaire se transforme en idéologie de la « promotion », etc. La « ligne noire » naît ainsi, presque mécaniquement, de la ligne « rouge ».

Mais une fois achevée la première distribution de la terre sans que cela ait provoqué un développement de l'industrie, il ne restait plus comme possibilité à l'Etat que de procéder à la « collectivisation », en réalisant ainsi, mais d'une autre façon, l'idée du « socialisme » de Sun Yat-sen. Il s'agissait d'enrôler militairement la force de travail et de la déplacer d'un endroit à l'autre, en déclarant sur tous les tons qu'on construisait le socialisme, et en promettant un avenir rose pour tous (sans même passer à la « propriété » complète « de tout le peuple » selon la formule de Staline-Mao, c'est-à-dire à la grande entreprise d'Etat). Il faut remarquer que le maoïsme était déjà critiqué (et dans un certain sens félicité pour l'accablissement de ses tâches bourgeoises) par Lénine,

forme bourgeoise de domination politique la plus avancée ; « socialisme », c'est-à-dire, en langage bourgeois, nationalisation de la terre pour donner au paysan les moyens du développement social. Et ce programme comportait déjà ce minimum d'idéologie sociale égalitaire qui est caractéristique de toute révolution bourgeoise « par en bas » et qui est nécessaire pour entraîner les masses populaires.

Il s'agissait alors de voir comment appliquer ce programme. Reproduisant sur une échelle plus large la situation allemande de 1848 ou russe de 1905, la mobilisation des paysans s'était révélée une arme trop dangereuse pour la bourgeoisie. En 1911, Sun Yat-sen lui-même déclare forfait : il renonce à son programme en faveur d'une révolution « par en haut ». Après 1917, et après la preuve historique donnée en Russie qu'un prolétariat jeune et concentré peut réussir, s'il est bien dirigé, à entraîner la masse paysanne non seulement dans la révolution bourgeoise la plus radicale mais même dans la révolution socialiste (socialiste sur le plan de l'Etat et de la politique internationale), le danger d'un fort mouvement paysan agissant aux côtés du mouvement ouvrier est encore plus évident pour la bourgeoisie. Mais la révolution bolchévique devait aussi montrer, dialectiquement, qu'une fois que le mouvement prolétarien a été battu et que ce qui reste de ce mouvement a été détourné de sa perspective de classe, il existe un moyen de mobiliser la masse des paysans en exploitant largement son aspiration à la terre et à l'égalitarisme.

Après la défaite sanglante du prolétariat en 1927, due moins aux « mérites » de la bourgeoisie qu'à l'abandon de la tactique expérimentée par le bolchévisme, la tâche de la révolution bourgeoise sera assurée précisément par la fraction stalinienne du parti communiste chinois, marquée par l'accentuation du renoncement à tout intérêt prolétarien. Chez Mao le programme de Sun Yat-sen est « traduit » dans le langage de la III<sup>e</sup> Internationale corrompue et défigurée. La « nouvelle démocratie » remplacera la démocratie tout court, le « bloc des 4 classes » la vieille révolution populaire aclassiste, tandis que le renversement du rapport de direction entre mouvement prolétarien et mouvement paysan et populaire constituera le couronnement du « génial » enrichissement de la théorie marxiste, né dans ces années de terribles défaites subies par le prolétariat sur le sol chinois et ailleurs.

qui écrivait en parlant de la tâche plus avancée que se proposait Sun Yat-sen : « En fait, qu'est-ce que la « révolution économique » dont parle si pompeusement et avec tant d'obscurité Sun Yat-sen [...] ? C'est la remise de la rente à l'Etat, c'est-à-dire la nationalisation de la terre [...] ». Agir de telle sorte que la valeur « accrue » de la terre devienne « propriété du peuple » signifie remettre la rente, c'est-à-dire la propriété de la terre, à l'Etat ou, en d'autres termes, nationaliser la terre ».

Une telle réforme est-elle possible dans le cadre du capitalisme ?, demande Lénine. Et il répond : « Non seulement elle est possible mais elle représente le capitalisme le plus pur, le plus conséquent, le capitalisme idéal », comme Marx l'a montré dans *Misère de la Philosophie*, dans le tome III du *Capital* et lors de sa polémique avec Rodbertus dans les *Théories sur la plus-value*. Et il ajoute : « L'ironie de l'histoire veut que le populisme, au nom de la « lutte contre le capitalisme » dans l'agriculture, applique un tel programme agricole, dont la complète réalisation marquerait le développement LE PLUS rapide du capitalisme dans l'agriculture » (1). L'histoire a été encore plus « ironique » : elle a utilisé l'ancien marxiste Mao — qui savait certainement quel était le moyen de développement le plus rapide de l'agriculture — pour jeter les bases du capitalisme chinois.

Mais, nationalisation à part, la mobilisation de masse ne pouvait être permanente et, comme nous l'avons dit, elle devait se changer en son contraire. Dans une certaine mesure cela correspond aux cycles fondamentaux de l'histoire économique bourgeoise : allongement de la journée de travail, extorsion de la plus-value absolue et division du travail simple d'une part ; intensification de l'exploitation, introduction des machines, extorsion de la plus-value relative, d'autre part. Mais même si dans toute économie capitaliste ces deux cycles ne sont pas séparés une fois pour toutes, dans l'économie chinoise ils sont destinés à se rattraper continuellement. C'est probablement à travers une reproduction incessante de ces contradictions que se constituera en Chine un pôle industriel capable en quelque sorte d'absorber non pas tant l'excédent de produits agricoles que l'excédent de paysans.

Mais aucune des deux « lignes » n'est en mesure d'obtenir des résultats qui permettent une stabilisation de la situation. A la

faillite de la politique de collectivisation des années 1956-58 fait suite la faillite de la « révolution verte » basée sur les « quatre transformations » (mécanisation, électrification, irrigation, fertilisation). Si avec le « grand bond en avant » le saut en arrière a été sensible (la production céréalière tombant à 170 millions de tonnes en 1959 alors qu'elle avait précédemment atteint 205 mil-

## L'industrie

De façon symptomatique, la révolution chinoise a avancé de façon encore plus modérée sur le plan industriel, où il n'y a eu de véritable nationalisation que pour les entreprises étrangères et les entreprises nationales dépendant de l'étranger. La forme de base de l'entreprise industrielle a été pendant longtemps — et il semble qu'elle vienne d'être rétablie — la participation mixte bourgeois-Etat, ce qui signifie que ceux-ci restent à la direction de l'entreprise en percevant un « haut salaire » et un intérêt fixe payé régulièrement égal à 5 % de la valeur des moyens de production, c'est-à-dire sans risques dus aux fluctuations du marché (voir l'interview du « bourgeois progressiste » Sun Fuling dans l'édition française de *Beijing-Information* du 21 mai 1979). Disons entre parenthèses que ce qui est scandaleux ce n'est pas de passer un accord avec la classe qui détient les moyens techniques et administratifs de production, mais de faire passer cela pour la « construction du socialisme ».

La première illusion, celle qui consistait à vouloir pousser le développement industriel en important des usines clés en mains du « camp socialiste » qui les aurait généreusement offertes, s'écroula, comme on le sait, devant la découverte amère que ces entreprises, il fallait les payer, et les payer au moyen d'excédents agricoles qui n'existaient pas et de matières premières qui ne pouvaient pas encore être extraites du sol, ou bien en renonçant à l'indépendance politique.

Face à cette nécessité, la Chine a été obligée de « faire de nécessité vertu » : elle déclara qu'elle avancerait « sur ses propres jambes ». Mais cela non plus ne dura pas

## Cycles économiques et crises

La question de la « planification » en Chine mérite une attention particulière parce que non seulement elle confirme, de façon analogue à ce que nous avons constaté dit à propos de la Russie, le caractère non planifiable de la société basée sur l'échange mercantile et la production d'entreprise, mais parce qu'elle montre également de grandes alternances de cycles dans l'économie chinoise.

Les plans chinois sont plus « libres » que les plans russes. Ils se contentent de donner quelques indications générales, comme la quantité à atteindre pour quelques produits importants, l'ampleur de investissements d'Etat, la répartition de quelques biens fondamentaux. Ce sont les entreprises qui doivent ensuite se charger des achats et des ventes et se proposer comme objectif le plus grand profit possible. Dans certaines régions on crée des unités économiques locales qui « planifient » entre elles. Dans d'autres, on élabore des projets de développement autonomes en utilisant des moyens et des produits récupérés par des voies qui ne sont pas toutes licites et en entrant en concurrence avec l'industrie d'Etat. Dans un article du 14 octobre 1969 le *Quotidien du Peuple* regrettaït que certaines entreprises refusent de produire des tracteurs sous prétexte qu'elles auraient dû les vendre à des prix non rémunérateurs. Sur la base de données qui n'ont qu'une valeur indicative, le développement chinois peut se résumer ainsi dans ses périodes les plus caractéristiques :

### TAUX DE CROISSANCE MOYENS ANNUELS

Période	Produit national brut	Revenu par habitant	Production industrielle brute	Produit agricole brut
1953-1957 (1 <sup>er</sup> Plan)	4 %	2 %	7 %	1 %
1958-1961 (« Grand bond en avant »)	7 %	5 %	16 %	4 %
1962-1965 (stimulants)	- 3 %	- 5 %	2 %	- 6 %
1966-1969 (révolution culturelle)	13 %	11 %	16,5 %	10 %
1971-... (Deng Xiaoping et Tchou En-lai)	7 %	5 %	10 %	4 %

Ces chiffres montrent clairement que l'économie chinoise est périodiquement bouleversée par des crises économiques, qui coïncident avec la ligne « rouge ». La ligne « noire » est celle qui donne une impulsion à la production. Ces considérations apparaissent de façon encore plus marquée si l'on considère l'accroissement de la production industrielle. De 1950 à 1955 le taux de croissance baisse de façon ininterrompue de 35 % à 4,3 % par an. Il remonte jusqu'à 45 % en 1958 et s'effondre en 1961 (- 41,3 %). Nouvelle remontée (22,1 % en 1965) et à nouveau chute formidable en 1967 (- 12,6 %). La croissance devient ensuite plus régulière mais

liens de tonnes), les résultats des années suivantes ne furent pas brillants non plus. Pour 1967, l'objectif était d'atteindre 360 millions de tonnes de blé par an et de laisser libre une grande partie de la terre pour la culture du coton, du tabac, du thé et d'autres produits à destination industrielle. En 1975, on en était encore à 265 millions de tonnes, avec une superficie cultivée inchangée.

longtemps, en dehors des grandes mobilisations habituelles qui se terminèrent elles aussi en faillite, comme le mouvement des communes avec les hauts fourneaux-miniature dans les cours des fermes pour fondre le fer qui ne pouvait pas être utilisé. A la mobilisation d'un million de paysans pour la production sidérurgique « villageoise » fit suite la publication des 70 articles « Pour la politique industrielle » qui résumait la position de la ligne Liou Shao-shi : pas de stimulants politiques, mais des stimulants économiques ; pas de comités de parti, mais des dirigeants à la tête des entreprises ; responsabilité de l'ingénieur en chef ; pas de « sauts » mais un équilibre et une croissance constante ; utilisation de la technique étrangère. Le principal théoricien de cette ligne, qui revient actuellement sur le devant de la scène, était Sun Yeh-fang. Sa formule mérite d'être rappelée : « Unité de coût et d'utilité, c'est-à-dire obtention d'un maximum d'utilité grâce à un minimum de coût ». L'idéal de tout système capitaliste...

Il est intéressant de noter que le tremblement de terre social qu'a été la révolution culturelle, provoquée surtout par la protestation dans les campagnes contre l'enrêglement des paysans n'a pas pu, en fait, modifier les directives de l'économie, dont le cadre était désormais fixé par les « pragmatiques », chassés des postes de direction, mais vainqueurs en définitive sur le plan de la direction de l'économie. Les « manifestations de masse » perdent ainsi leur caractère d'origine et deviennent de plus en plus un tribut que la société sait qu'elle doit payer pour faire face à ses contradictions.

en 1974 on a à nouveau un taux de 3,8 %. Ce n'est qu'en 1977-78 qu'on aura une nouvelle remontée. Des graphiques présentés à la Réunion générale ont montré les fluctuations du produit national brut et de la production agricole.

\*

D'autres données économiques (qui seront publiées avec le texte complet du rapport) ont montré que l'égalitarisme chinois est une fable et que les différences sociales sont loin d'être négligeables.

La conclusion politique que l'on tire du rapport est que les deux tendances politiques qui se partagent le pouvoir en Chine ne représentent pas une opposition de fond mais, pour utiliser la terminologie de Mao qui reflète bien la situation de fait, des « contradictions au sein du peuple » c'est-à-dire sur la façon de mener une politique économique qui peut varier mais qui se situe dans le cadre déterminé du développement dans un sens capitaliste de la Chine. Ce développement suscite d'ailleurs des espoirs qui ne peuvent pas être satisfaits et qui sont réglés — du moins jusqu'à présent — par le recours à la démagogie et à la lutte contre la bureaucratie, pour l'égalitarisme, etc.

Mais la tendance réelle du capitalisme chinois est bien représentée par les pragmatiques de la « ligne noire ». Ceux-ci viennent de réparaître sur le devant de la scène et ils mêlent de façon significative les préceptes de Staline et ceux d'Adam Smith. A peine sorti de la prison où l'avait fait enfermer

la « bande des quatre », Sun Yeh-fang, que nous avons cité plus haut, a déclaré : « Il peut y avoir des millions de lois, mais la plus importante est la loi de la valeur ».

Sans avoir besoin de « choisir » entre les tendances du développement capitaliste chinois, nous savons avec certitude qu'il fera naître de nouvelles contradictions de classe, plus aiguës que les précédentes, en dépit des maoïstes orthodoxes qui aimeraient bien conjurer le sort.

(1) Lénine, *Démocratie et populisme en Chine*, Œuvres, tome 18, pp. 166-167.

# La triste trajectoire du sandinisme

(suite de la page 2)

## Le programme de 1978

En 1978 paraît un programme intitulé « Pourquoi le Front Sandiniste lutte-t-il à côté du Peuple ? ». L'introduction de ce programme confirme l'abandon de la formulation « révolutionnaire » de 1969 en ce qui concerne les objectifs, qui sont réduits au banal antisozialisme exprimé dans le texte déjà cité. La formule employée est : « porter au pouvoir un GOUVERNEMENT DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE » (les majuscules sont dans le texte) et non plus « la prise révolutionnaire du pouvoir politique par le FSLN », comme en 1969. Outre le fait que les principales mesures économiques et sociales perdent leur (vague) caractère anti-impérialiste et anti-oligarchique de 1969, et sont remplacées par la simple expropriation des biens de Somoza et consorts, certains changements importants sur d'autres points cardinaux sont à souligner.

**Armée :** le programme de 1969 parlait d'abolir la Garde Nationale, de créer « une armée populaire, révolutionnaire et patriotique » et d'armer les ouvriers, les paysans, les étudiants et « d'autres milieux [??] qui pourront s'organiser en milices populaires ». Formulation classique de la démocratie petite-bourgeoise radicale. Déjà en 1978, outre qu'on ne parle pas de supprimer la Garde Nationale (étrange oubli), on parle de créer « une nouvelle armée nationale », une armée « démocratique et populaire ». Du coup disparaissent non seulement la qualification de révolutionnaire, sans doute trop désagréable à la bourgeoisie, mais aussi les milices populaires, encore plus désagréables ! Nous nous trouvons en face d'une formulation classique du réformisme bourgeois. Mais il y a pire encore : l'attitude envers les composantes de la Garde Nationale. En 1969, on dit que l'armée révolutionnaire sera ouverte aux soldats de la Garde Nationale, aux conditions suivantes : « qu'ils aient appuyé la guérilla », qu'« ils n'aient pas les mains souillées du sang révolutionnaire » et qu'ils n'aient pas « pillé le peuple ». En 1978, les critères se sont tellement relâchés que pratiquement toute la Garde Nationale pourra être incorporée dans la « nouvelle armée démocratique ». En effet, non seulement les soldats, mais aussi les officiers, pourront y participer, et la condition d'entrée, outre l'appui au FSLN, se réduit simplement à « passer dans nos rangs ou se rendre à nos forces » ! Officiers de la Garde Nationale, le jour où la bourgeoisie et son patron, l'impérialisme yankee, décideront de se défaire de Somoza, rendez-vous aux sandinistes et vous conserverez vos postes ! D'ici là, vous pouvez continuer à massacrer sans souci pour votre avenir...

**Attitude envers l'impérialisme :** le programme de 1969 parle de « mettre fin à l'ingérence yankee » et d'« expulser la mission militaire yankee et les Corps de la Paix ». Il consacre un paragraphe spécial à l'« abolition du traité Chamorro-Bryan [qui] fait du Nicaragua et d'autres pays d'Amérique centrale des possessions coloniales de l'impérialisme yankee ». Vis-à-vis de la dette extérieure, il annonce que l'on ne « reconnaîtra pas les prêts usuraires imposés au pays par les monopoles yankees ». En 1978, on ne mentionne plus, même en passant, l'impérialisme yankee ! Et évidemment, les mesures préconisées en 1969 contre celui-ci disparaissent... Il est vrai que, pour res-

## Immigration: démagogie et sabotage de l'opportunisme

(suite de la page 1)

son passé de complice dans la défense de l'empire colonial français, malgré son projet de loi sur l'immigration qui n'a rien à envier à ceux de Bonnet-Barre-Boulain-Stoléru, et malgré mille autres faits trop vite oubliés, il a su ne pas se compromettre trop ouvertement en jouant sur son opposition avec le PC, en se gardant d'avancer des positions nettes et tranchées — qu'il a cependant dans son sac —, et en prodiguant de vagues promesses dans l'espoir de paralyser, dans leur attitude, toute action réelle, et de canaliser toute réaction sur le terrain miné de la justice et des manœuvres parlementaires. D'où les descentes de dirigeants dans les foyers, pour ne rien dire des conférences de presse (celle du 23-9) où l'on feint d'être opposé à Stoléru.

La réalité de ces promesses tient à ceci : pour mettre en place ce qu'il appelle des « structures juridiques de protection », il va déposer d'une part une nouvelle proposition de loi au Parlement dont nous pouvons dire par avance qu'elle ira dans le même sens que les autres, celui d'un contrôle renforcé de l'immigration, et d'autre part il va proposer l'élaboration d'une « Charte Européenne de l'Immigration » à laquelle les « camarades » allemands de notre PS, qui ont eux la chance de gouverner, apporteront sans doute leur riche expérience en matière de répression, d'expulsion massive et de contrôle des travailleurs immigrés.

En fait, ces grandes manœuvres démagogiques de l'opportunisme politique et syndical servent à camoufler le renforcement du contrôle, leurs belles paroles sont l'écran de

proposer un gouvernement « d'unité démocratique », abandonnant ainsi l'adjectif « populaire » de 1978, qui donnerait sans doute des frissons à la bourgeoisie en lui rappelant le désagréable souvenir des explosions sociales passées. Les masses ouvrières et paysannes doivent être exclues du pouvoir, de la politique, y compris dans les formulations programmatiques elles-mêmes !

Une autre précision significative qui démontre le caractère grossièrement réformiste du FSLN, est donnée sur la structure juridique-légale de l'Etat. Ainsi, au point 3 (« démocratisation du pays »), on apprend que non seulement la hiérarchie militaire pourra garder ses postes dans la nouvelle armée nationale, comme nous l'avons vu dans le programme de 1978 (qui est pratiquement repris ici), mais que seront préservés le système judiciaire et la magistrature qui ont donné une sanction légale à la « dictature somoziste » en condamnant tant de militants et de travailleurs. En effet, le programme ne cherche qu'à « revoir le système judiciaire pour lui donner un caractère démocratique » et à « supprimer la corruption administrative et la vénalité des juges ».

« Nous avons intérêt à entretenir des relations amicales avec tous les peuples et Gouvernements du monde, y compris les Etats-Unis, toujours, bien entendu, avec comme condition le respect le plus absolu de notre dignité et de notre souveraineté. Nous ne voulons maintenir des contradictions artificielles avec personne [les tourments du joug colonial sont...] une « contradiction artificielle » ! Un aspect important dans ce sens est notre disposition, déjà exprimée en d'autres occasions, à respecter les engagements pris antérieurement. Nous sommes disposés, sans démagogie ni extravagance [!], à négocier à nouveau notre dette extérieure ».

## Le MPU

Bien que le programme de 1978 ne représente qu'une seule des trois tendances du FSLN, il reflète parfaitement le glissement général du sandinisme vers un suivisme complet par rapport à la bourgeoisie d'opposition et, par l'intermédiaire de celle-ci, à l'impérialisme, dont elle est la créature impuissante et servile. C'est tellement évident que le programme du Mouvement Peuple Uni, qui a servi de base pour l'unification des trois tendances, est clairement calqué sur celui de 1978.

Le Mouvement Peuple Uni (MPU) est en effet créé à peine quelques semaines après l'écrasement brutal du dernier soulèvement, en novembre 1978, en parfaite conformité avec la conception, préconisée par les *terceristas*, d'un large front antisozialiste, c'est-à-dire d'une alliance avec des secteurs de plus en plus larges de la bourgeoisie. Sa composition elle-même le montre : les 25 organisations qui en font partie sont presque toutes formées d'étudiants, d'artistes, d'intellectuels, de membres des professions libérales et autres spécimens bourgeois (type « Association de Femmes Face à la Problématique Nationale » — sic !).

En général, le programme du MPU reprend les mêmes formulations que celles de 1978 sur les principaux points (par exemple : armée, impérialisme). Cependant, il fait encore un pas en avant sur la triste trajectoire suiviste du sandinisme, qui appuie le MPU sans réserves (il saute d'ailleurs aux yeux qu'il a été le principal auteur de ce programme), en apportant des « précisions » qui sont autant de garanties données à la bourgeoisie sur l'abandon de toute velléité révolutionnaire.

Le paragraphe 2 (« Gouvernement ») apporte une de ces précisions destinées à donner des garanties à la bourgeoisie, en

proposant un gouvernement « d'unité démocratique », abandonnant ainsi l'adjectif « populaire » de 1978, qui donnerait sans doute des frissons à la bourgeoisie en lui rappelant le désagréable souvenir des explosions sociales passées. Les masses ouvrières et paysannes doivent être exclues du pouvoir, de la politique, y compris dans les formulations programmatiques elles-mêmes !

Comme si tout cela ne suffisait pas, le FSLN (toujours à travers le MPU) fournit quelques précisions du même style sur le plan économique. Outre qu'il assure à l'entreprise privée l'appui du « gouvernement d'unité démocratique » et qu'il lui garantit sa participation dans l'élaboration du « Plan de Développement Industriel » (voir le point 9), il apporte une preuve supplémentaire du reniement de ses anciennes utopies montagnardes au point 8 (agriculture). Là, il essaie de donner aux latifundistes la garantie qu'ils n'ont plus à craindre la révolution agraire, paysanne, antilatifundiste, préconisée en son temps par le FSLN : la « réforme agraire intégrale », que le sandinisme préconise aujourd'hui à travers le MPU, les aidera même ! C'est ainsi que, couronnant les sept mesures auxquelles se résume cette réforme (comme toujours, le point central est la confiscation des terres de Somoza), un point spécial précise de manière emphatique que « l'Etat accordera des prêts à tous les producteurs (grands, moyens et petits) ».

Voilà où en sont arrivés les ex-apôtres de la révolution anti-impérialiste paysanne ! La trajectoire du sandinisme, depuis la guérilla qui prétendait mobiliser avant tout la paysannerie dans la lutte contre l'impérialisme et le latifundisme jusqu'à l'état de vulgaire et impuissant appendice du réformisme démocratique bourgeois (qui, d'autre part, compte sur l'appui ouvert du maître yankee), a une portée qui va bien au-delà des frontières du petit Nicaragua et du seul FSLN. Elle apporte une nouvelle confirmation, déjà donnée par la trajectoire de Cuba, du castrisme, de la banqueroute du radicalisme démocratique petit-bourgeois en Amérique latine. Elle démontre qu'à l'époque présente, les forces qui se placent sur le terrain démocratique sont condamnées, même si elles préconisent la violence armée, à devenir des instruments, conscients ou non, de la manœuvre contre-révolutionnaire menée par l'impérialisme et par ses comparses bourgeois locaux, qui consiste à se servir de la démocratisation des différents Etats comme recours pour préserver ces derniers contre les explosions sociales, de type fondamentalement prolétarien, que la crise mondiale entraînera nécessairement.

## Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 14  
(14 JUILLET 1979) DE :

### il programma comunista

- La « tragedia vietnamita » è soltanto uno dei mille drammi segreti prodotti dal moto vorticoso di espansione del capitalismo.
- La chiusura-beffa dei contratti.
- Se vuoi il petrolio, prepara le armi.
- Dopo Soweto.
- Le posizioni teoriche di «Autonomia Operaia».
- Giudici «di sinistra» all'opera: I nemici sono sempre squallidi, torvi, mestatori e senza collegamenti con le masse.
- Marxismo e «persona umana».
- La Cina sulla strada di superpotenza capitalistica.

\*

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 5  
(AOUT 1979) DE :

### El Proletario

- Sólo en la lucha contra la democracia el proletariado forjará su fuerza de clase.
- Berlín, enero de 1919: El trágico retardo del Partido.
- Cuenca del Plata: Las «dictaduras» preparan la democracia.
- Huelgas en la «patria del socialismo».
- Al margen de la gira papal: La era de los mitos.
- Salt II: La farsa del desarme.
- Carta de España (I): El parto de la democracia.
- El socialismo... ¡en 48 horas!
- Chile: Reformismo y «ultraizquierda» en la imposible vía democrática al socialismo.
- Argentina: Luchas obreras y maniobras sindicales.

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, soit le 10 septembre et le 8 octobre, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

- A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h, Café Le Lutetia, rue Saint-Leu.
- A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.
- A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 1<sup>er</sup> et 15 septembre, 6 et 20 octobre, etc.
- A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.
- A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 9 et 23 septembre, 7 et 21 octobre, etc.
- Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit les 2 et 16 septembre, 7 et 21 octobre, etc.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 9 et 23 septembre, 7 et 21 octobre, etc.

• A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 2 septembre, 7 octobre, 4 novembre, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit les 16 septembre, 21 octobre, 18 novembre, etc.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 9 et 23 septembre, 7 et 21 octobre, etc.

• A Valence : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 9 et 23 septembre, 7 et 21 octobre, etc.

### EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

### CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme  
32, rue du Pré-du-Marché  
1004 LAUSANNE

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926